

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
40 rue de la Préfecture
58000 Nevers

Nevers, le 14/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SUMIRIKO Rubber Compounding France

Usine des Caillots
BP 101
58300 Decize

Références : 250224
Code AIOT : 0005401335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France implanté Usine des Caillots BP 101 58300 Decize. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du PPC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots BP 101 58300 Decize
- Code AIOT : 0005401335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants). L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007, modifié. Le site est exploité depuis 1942. L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80, et en emploie actuellement environ 90 (sur deux entités, une dédiée à la production "SUMIRIKORUBBER COMPOUNDING FRANCE" : environ 40 salariés ; une dédiée à la R&D : 50

salariés). La société ANVIS, qui était locataire d'une partie du site, a déménagé en début d'été 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite sur site, il a été constaté un contenant de déchets banals mélangés, avec des déchets débordants et jonchant le sol. L'exploitant doit s'assurer de la bonne gestion des déchets sur son site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 27	Demande d'action corrective	2 mois
3	Accès, surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 29	Demande d'action corrective	15 jours
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 30.2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 32.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 03/02/2025	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- fournir les analyses et tests de caractérisations des déchets dangereux ;
- intégrer l'ensemble de la gestion des déchets (dangereux et non dangereux) sur TRACK DECHET ;
- s'assurer que le site est clôturé dans sa totalité (notamment à l'extrémité arrière du site), et remettre en état le grillage affaissé. Il transmettra les justifications ainsi que les photos à l'inspection.
- **rapport de vérification électrique**

* S'assurer de fournir les documents nécessaires au contrôle, déterminer un créneau afin que l'ensemble des installations soient contrôlées, définir le périmètre d'intervention, et faire réaliser les compléments nécessaires notamment la vérification de la continuité à la terre des récepteurs.

- **rapport de vérification Q18**

* L'exploitant doit lever les observations et s'assurer que l'installation n'entraîne pas de risques d'incendie ou d'explosion. Il transmettra à l'inspection les justificatifs justifiant la levée du risque d'incendie et d'explosions ;

- réaliser une nouvelle analyse du risque foudre ;
- structurer le suivi des actions et le transmettre à l'inspection (vérification périodique, Q évaluation du risque foudre, ATEX) ;
- mettre à jour le plan ETATE ;
- s'assurer de la bonne gestion des déchets sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 03/02/2025
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AUTORISATION</p> <p>2660.a Fabrication industrielle ou régénération de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La capacité de production étant :a) Supérieure à 10 t/j. => 50 t/j (A).</p> <p>DECLARATION AVEC CONTROLE CONTINU</p> <p>4510.2 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t. => 55 t (DC).</p> <p>DECLARATION</p> <p>2662.2 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³. => 400 m³ (D).</p> <p>NON CONCERNE</p> <p>2910-A2 Combustion 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. => < 1 MW.</p> <p>2661-1 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j. => < 250 Kg/j.</p> <p>2661-2 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p>

2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j.

=> < 2 t/j.

2940-2b Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.

2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :

b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.

=> 4 kg/an.

2564-A2 Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.

=> Changement de procédé de nettoyage. Substitution d'une fontaine à solvant par une fontaine bio.

2575 Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.

La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.

=> Une seule grenailleuse de 7,2 KW.

4140-1 Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.

=> 1,2 tonnes.

Constats :

L'établissement est soumis à :

AUTORISATION

2660.a Fabrication industrielle ou régénération de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410.

La capacité de production étant :a) Supérieure à 10 t/j.

=> 50 t/j (A).

DECLARATION AVEC CONTROLE CONTINU

4510.2 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :2. Supérieure ou égale à 20 t mais

inférieure à 100 t.
=> 55 t (DC).

DECLARATION

2662.2 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510. Le volume susceptible d'être stocké étant :

2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³.
=> 400 m³ (D).

NON CONCERNE

2910-A2 Combustion

2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.
=> < 1 MW.

2661-1 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)

1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.
=> < 250 Kg/j.

2661-2 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)

2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j.
=> < 2 t/j.

2940-2b Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.

2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :

b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.
=> 4 Kg/an.

2564-A2 Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.

=> Changement de procédé de nettoyage. Substitution d'une fontaine à solvant par une fontaine bio.

2575 Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.

La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.

=> Une seule grenailleuse de 7,2 KW.

4140-1 Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.

=> 1,2 tonnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement

Prescription contrôlée :

Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel doivent être portés, *a minima* pour chaque déchet, les renseignements suivants :

* nature, origine et codes de la nomenclature des déchets ;

* quantité produite ;

* date (ou période) de production correspondante ;

* date d'enlèvement ;

* nom et adresse du transporteur ;

* mode de traitement ;

* nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit ;

- registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement ; ce registre doit, *a minima* pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :

* nature et origine ;

* date de mise en stockage ;

* bordereaux de suivi de déchets générateurs de nuisances ;

* analyses et tests de caractérisation des déchets spéciaux.

Constats :

L'exploitant a fourni deux registres :

- Registre des déchets dangereux ;
- Registre des déchets non dangereux.

Concernant les registres des déchets (dangereux et non dangereux), ceux-ci comportent la nature, l'origine, le code de la nomenclature déchets, la quantité produite, la date de production, la date d'enlèvement, le nom et adresse du transporteur, le mode de traitement ainsi que le nom de l'entreprise effectuant le traitement.

Pour le registre des déchets non dangereux, l'exploitant indique n'avoir que des bons d'enlèvement (lors de la récupération des bennes).

Les BSD et les bons d'enlèvement sont conformes.

Il envisage d'intégrer l'ensemble des déchets (dangereux et non dangereux) sur TRACK DECHET, afin de les centraliser.

Il a transmis également le registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement. Celui-ci comporte la nature des déchets, la quantité, les contenants, la date de mise en stockage, ainsi que le plan des conteneurs.

Les analyses et les tests de caractérisations des déchets dangereux n'ont pas été présentés.

L'exploitant doit fournir les analyses et les tests de caractérisations des déchets dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Accès, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 29

Thème(s) : Risques accidentels, Accès, surveillance

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 m, doit être suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, doivent se situer à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement doivent être constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan du site avec les zones d'accès.

Seules les personnes autorisées sont admises dans l'établissement, par l'accès principal. L'accès à l'extrémité arrière du site est fermé par un cadenas.

Lors de la visite sur site, il a été constaté que l'établissement n'était pas clôturé dans sa totalité. En effet, il manque une partie de la clôture à l'extrémité arrière du site.

De plus, à certains endroits, la clôture est affaissée.

<p>Il indique que le site est surveillé 24 heures sur 24 par télésurveillance (par une société extérieure), 365 jours sur 365. Des caméras (fixes et dômes pour tracking) sont disposées sur l'ensemble du site.</p> <p>En cas d'intrusion, la gendarmerie intervient rapidement.</p> <p>Un gardiennage est d'astreinte 24 heures sur 24.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le site est clôturé dans sa totalité (notamment à l'extrémité arrière du site), et remettre en état le grillage affaissé.</p> <p>Il transmettra les justifications ainsi que les photos à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 30.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Elles doivent être réalisées par du personnel compétent.</p> <p>De plus, l'exploitant doit définir sous sa propre responsabilité les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées.</p> <p>Il doit déterminer les caractéristiques des équipements électriques qui les équipent.</p> <p>Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et les sources d'éclairage inadaptées doivent être interdites.</p> <p>Ces zones doivent être prises en compte lors des opérations de maintenance. Elles sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.</p> <p>Les matériels électriques utilisés dans ces zones doivent à minima avoir les caractéristiques fixées par les normes ATEX.</p> <p>Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices qui équipent ces zones doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques (et des éventuelles installations extérieures de protection contre la foudre) doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur.</p> <p>Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre.</p>

Les caractéristiques de ces équipements doivent être périodiquement vérifiées selon les normes et règlements en vigueur.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de vérification électrique du 04/09/2024. Ce rapport montre que le plan des locaux avec indication des locaux à risques particulier d'influences externes et le rapport de vérification initiale sont incomplets.

Certains documents n'ont pas été fournis :

- Déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion
- Liste des installations de sécurité et effectif maximal des locaux ou bâtiments
- Éléments de traçabilité des essais réglementaires

Les dispositifs différentiels à courant résiduel n'ont pas pu être testés pour des raisons d'exploitation (230 points notés "Non Essayé").

La continuité à la terre des récepteurs notés inaccessibles n'a pas pu être vérifiée. Des compléments doivent être réalisés.

L'exploitant indique que pour des raisons d'exploitation, l'activité n'a pas pu être arrêtée, et que certains dispositifs ne rentraient pas dans le périmètre d'intervention.

Il indique que certains bâtiments n'ont pas fait l'objet de contrôle (bâtiment 6 et 7).

Le suivi des actions correctives est assuré. L'exploitant priorise les actions en gravité 1, 2 et 3). Au 31/12/2024 :

- 10 actions en gravité 1 (toutes ont été traitées) ;
- 17 actions en gravité 2 (9 finalisées) ;
- 34 actions en gravité 3 (5 finalisées).

L'exploitant doit s'assurer de fournir les documents nécessaires au contrôle, déterminer un créneau afin que l'ensemble des installations soient contrôlées, définir le périmètre d'intervention, et faire réaliser les compléments nécessaires notamment la vérification de la continuité à la terre des récepteurs.

L'exploitant a transmis le rapport de vérification Q18 du 04/09/2024. Ce rapport :

- montre que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et explosion ;
- 4 observations dont 3 déjà signalées.

L'exploitant doit lever les observations et s'assurer que l'installation n'entraîne pas de risques d'incendie ou d'explosion. Il transmettra à l'inspection les justificatifs justifiant la levée du risque d'incendie et d'explosions.

Il a transmis :

- le rapport d'**analyse du risque foudre du 15/03/2013** (11 Non Satisfaisant sur 16) ;
- l'**étude technique foudre du 23/05/2013** (2 observations) ;
- Le **rapport de réévaluation du risque d'explosion de l'atelier « local dissolution » du 28/02/2013** (aucun suivi réalisé) ;
- le **certificat d'acceptation préalable « eaux lessivages sol » du 31/12/2024** pour le recyclage ou la récupération d'autres matières organiques ;
- le **rapport d'assistance technique ATEX « classement des zones ATEX »** relatif à la réalisation de l'analyse du risque d'explosion ATEX de ses installations et équipements de noir de carbone du 01/07/2019 ;
- le **plan des zones ATEX.**

Aucun suivi n'est réalisé, des actions par ci par là sont menées sans réel suivi.

L'exploitant indique qu'une nouvelle analyse du risque foudre est prévue au plan d'investissement pour remettre le site en conformité. La recherche d'un nouveau prestataire est en cours.

Il indique également que le suivi sera structuré.

L'exploitant devra :

- **réaliser une nouvelle analyse du risque foudre,**
- **structurer le suivi des actions.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra :

- **rapport de vérification électrique du 04/09/2024**

* s'assurer de fournir les documents, déterminer un créneau afin que l'ensemble des installations soient contrôlées, définir le périmètre d'intervention, et faire réaliser les compléments nécessaires notamment la vérification de la continuité à la terre des récepteurs ;

* il transmettra le rapport et le plan d'action à l'inspection.

- **rapport de vérification Q18 du 04/09/2024**

* lever les observations et s'assurer que l'installation n'entraîne pas de risques d'incendie ou d'explosion ;

* il transmettra le rapport et le plan d'action à l'inspection.

- **rapport d'analyse du risque foudre**

* réaliser une nouvelle analyse du risque foudre ;

* structurer le suivi des actions ;

* il transmettra le rapport et le plan d'action à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 32.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un dossier synthétique avec plans permettant de localiser les zones présentant un risque : <ul style="list-style-type: none">• d'explosion au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, relatif aux installations électriques ;• d'incendie ;• mécanique ;• toxique ;• déversement accidentel.
Constats : L'exploitant a transmis le plan ETARE avec identification et localisation des zones à risques, établie le 21/06/2012 et mis à jour le 19/09/2013. Un RDV avec le SDIS a eu lieu le 21/11/2024 afin de mettre à jour le plan. Il a transmis le compte rendu. L'exploitant doit mettre à jour le plan ETARE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois